Le Mouvement Koloharena : une dynamique pour l'amélioration des conditions de vie des populations rurales et la GDRN

(Jean-Solo Ratsisompatrarivo, Farasoa Raharimalala, Suzanne Razanadravao)

Introduction

Près de 80% de la population de Madagascar vit dans le monde rural, c'est un pays avec une économie à base d'abord agricole, dont 20% du PIB proviennent de l'agriculture[1]. Les différentes politiques de développement du pays ont toujours ambitionné à sortir le pays en général, et le monde rural en particulier, d'une situation de pauvreté intrinsèquement liée à une fragilité de la production agricole. Plusieurs initiatives ont été lancées pour ce faire, à travers la mise en œuvre de projets se concentrant sur la promotion d'un secteur productif plus dynamique et plus rentable. Citons le PNVA, le PPI, le PSDR…

Dans toutes ces initiatives, un effort particulier a été déployé pour mieux structurer le milieu rural, et ceci pour au moins deux raisons : i) une optimisation des moyens dans les interventions de promotion et d'encadrement, et de ce fait des impacts, et ii) l'assurance d'une durabilité des résultats acquis. Ces structures et organisations rurales sont devenues les vecteurs et les moyens de transmission et de promotion des bonnes pratiques du développement, tout en étant les cibles bénéficiaires.

Le Mouvement Koloharena a vu le jour en 1999 sous l'impulsion du programme Landscape Development Interventions financé par USAID, et soutenu par la suite par le programme Eco-Regional Initiatives. Ce mouvement paysan, né dans le contexte de mise en œuvre du Plan National d'Action Environnemental, s'est fixé comme objectifs la protection des ressources naturelles dans et autour desquelles ces membres évoluent, et le développement des activités économiques pour le bien-être de ses membres. Il fut ainsi le moteur d'une dynamique de mobilisation sociale allant vers l'autopromotion des populations vivant dans des zones à importance biologique et à fort potentiel économique, qui, du fait de leur enclavement géographique, sont vouées à elles-mêmes, condamnées à la déprédation des ressources naturelles par la pratique de méthodes destructrices comme le « tevy ala[2] ». Le Mouvement Koloharena s'est développé en un dispositif complexe de services agricoles, aux côtés d'autres initiatives de regroupement communautaires comme les COBA ou les AUE[3]. Il assure la vulgarisation et la promotion des pratiques agricoles plus durables et plus rentables, l'approvisionnement en intrants aux associations mais aussi l'écoulement des produits au niveau des marchés locaux et régionaux, la promotion de la microfinance rurale, et enfin, les initiatives de recherche paysanne et la diffusion des résultats.

Après une dizaine d'années d'existence, ce mouvement présente une certaine maturité, et a réussi à se maintenir à travers les péripéties d'une jeune organisation émergente. Dans les zones où les associations Koloharena sont actives, la déforestation due essentiellement aux

[1] Présentation ROR, sep 2007

[2] Le « tevy ala » est la technique de culture sur brûlis, consistant à mettre le feu sur un terrain après l'avoir défriché. Pratiqué dans les forêts naturelles, il est la cause essentielle de la perte de la couverture forestière.

[3] COBA (communautés de base, devenu un nom générique des organisations de base ayant un statut spécifique pour la gestion des ressources naturelles à travers un contrat de transfert de gestion), AUE (association des usagers de l'eau, gestionnaire des infrastructures hydroagricoles dans un bassin versant donné)

pratiques de « tevy ala » semble reculer[4] et les conditions de vie des ménages présentent une amélioration appréciable[5]. Les membres ont aussi gagné en notoriété, et nombreux sont ceux qui se positionnent en leaders dans leur communauté, proposés naturellement à des postes électifs et administratifs. Mais ce mécanisme est confronté aussi à des défis organisationnels et institutionnels pour sa pérennisation. Comment soutenir financièrement un tel mouvement avec une structuration aussi complexe ? Comment assurer la cohésion du mouvement lorsque les opportunités ne sont pas toujours les mêmes dans leur zone d'implantation ? Comment assurer l'équilibre entre une économie de marché garante de la durabilité du mouvement et les initiatives de gestion durable des ressources naturelles assurant la subsistance des communautés ? Quelles sont les possibilités de passage à l'échelle de cette dynamique qui se positionne en tant que levier dans la réduction de la pauvreté rurale ?

Etat des lieux : la démarche et les acquis

Sur le développement institutionnel

Le Mouvement Koloharena trouve son origine dans la prise de conscience par les communautés de la dégradation des ressources naturelles sur lesquelles repose leur subsistance. Ces communautés se sont ainsi organisées en associations baptisées « associations Koloharena » (AKH) se trouvant généralement au niveau des villages ou des Fokontany. Ces associations assurent l'adoption par les membres des nouvelles techniques agricoles pour l'amélioration de la production et le revenu des ménages. Elles se sont ensuite regroupées en fédérations (FKH) au niveau de certaines Communes, assurant l'encadrement technique, facilitant la diffusion et la mise en œuvre des messages intégrés pour la promotion de la gestion durable des ressources naturelles, et assurant la participation des associations dans l'atteinte des objectifs des Communes. Des coopératives (CKH) ont été créées au niveau des Communes pour assurer les activités commerciales, comme l'approvisionnement en intrants des paysans, et la commercialisation des produits agricoles. En 2002, les fédérations et les coopératives ont mis en place la confédération des Koloharena au niveau national (CNKH). En 2006, des antennes régionales Koloharena (ARKH) ont été créées pour permettre au mouvement d'avoir un ancrage au niveau régional, et afin d'améliorer l'articulation et la communication entre les niveaux régionaux, locaux et national.

Le Mouvement Koloharena compte actuellement près de 16.000 ménages membres, plus de 1.200 associations et une trentaine de coopératives, réparties dans près d'une cinquantaine de Communes situées dans trois circonscriptions administratives (Toamasina, Fianarantsoa, Mahajanga), mais dont la majorité se trouve autour des corridors forestiers entre Ankeniheny et Zahamena, et entre Ranomafana et Andringitra. Il est clair que le mouvement a gagné une certaine envergure avec un taux d'expansion assez constante dans le temps, de l'ordre de 10% par année. Ces dernières années, cette croissance en nombre au niveau des associations est le fruit quasi-exclusif de l'effort de publicité et de promotion endogène. Par ailleurs, les Koloharena jouissent d'une reconnaissance confirmée de la part des autorités locales, des services techniques, et des partenaires techniques et financiers, qui sollicitent leur implication dans leurs interventions respectives (encadrement des clients des IMF[6], structuration

[4] Constat sur le terrain qui semble être confirmé par les chiffres sur l'évolution de la couverture forestière dans les Communes concernées (voir les rapports du projet JARIALA/USAID).

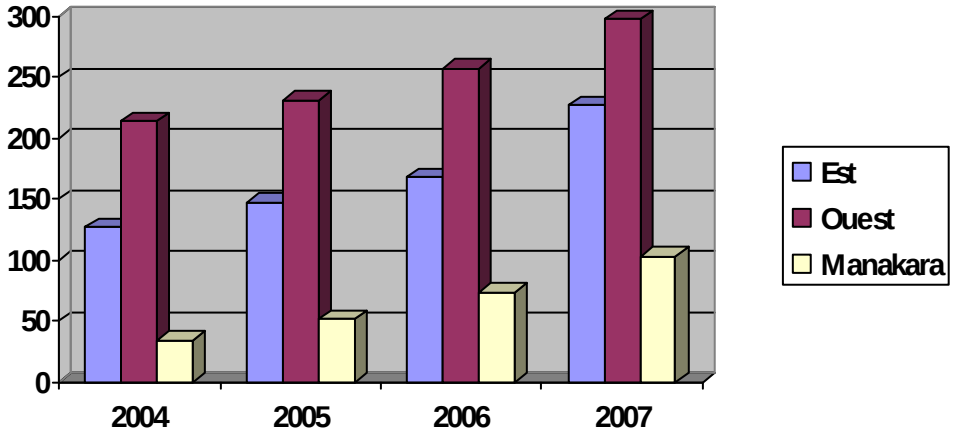
[5] Constat des données collectées dans les cahiers de ménages, outil de suivi mis en place par le programme ERI.

[6] IMF: institutions de microfinance.

paysanne dans d'autres régions, mobilisation sociale au niveau des Communes etc.). Les membres ont aussi gagné en notoriété, et nombreux sont ceux qui se positionnent en leaders dans leur communauté, proposés naturellement à des postes électifs ou administratifs (Maires, chefs Fokontany). D'autre part, ceux-ci deviennent les personnes ressources et les éléments catalyseurs au sein des autres initiatives de gestion durable des ressources naturelles dans leur zone respective, comme les KASTI, les CDC, les GTDR[7] etc. Ceci est probablement le fruit de l'encadrement de ces Koloharena, qui a fortement influencé les membres en matière de capacité, de comportement et d'éthique.

Cette structuration est appuyée par l'existence d'un réseau de radios BLU installées dans 17 coopératives qui, elles-mêmes sont situées au niveau des Communes de rattachement. Ces radios BLU jouent un rôle primordial pour le mouvement, spécifiquement dans la communication qui devient un outil de développement institutionnel inestimable (partage des informations sur le prix des produits, transmission des consignes et instructions etc.).

Fig. 1 : Evolution du nombre d'associations à Fianarantsoa



Sur les services agricoles de proximité

Le système de services d'appui à la production et à la commercialisation agricole mis en place semble prendre un élan positif. Ce système s'appuie sur l'approche « paysan à paysan », et met en relief l'implication massive des organisations paysannes en réponse à une politique de désengagement de l'Etat laissant au privé toute initiative de production. Actuellement, près de 700 « Paysans Animateurs et Paysans Vulgarisateurs (PA/PV) » sous la gestion des Koloharena, et dont à peu près la moitié a été certifiée par le ministère en charge de l'environnement et celui en charge de l'agriculture, travaillent dans les écorégions de Toamasina et Fianarantsoa et assurent la formation et l'encadrement des paysans. Les PA/PV utilisent les Maisons Koloharena pour dispenser les formations. Ces locaux servent en même temps de vitrine incitative pour les populations environnantes, et de lieu de partage d'expériences et d'appropriation des bonnes pratiques pour les Koloharena. Afin de mettre en valeur les connaissances séculaires des paysans et dans le but de faciliter l'adoption des techniques nouvelles, un réseau de plusieurs dizaines de champs-écoles a été développé et

[7] KASTI (*Komitin'ny Ala sy ny Tontolo Iainana*, comité villageois pour la protection de la nature, impliqué particulièrement dans le contrôle des feux), CDC (comité de développement communal, regroupant les représentants de la société civile, et se positionnant comme force de proposition pour le développement de la Commune), GTDR (groupe de travail pour le développement rural, plateforme mise en place au niveau des régions pour planifier et programmer les priorités de développement rural)

animée par les paysans eux-mêmes, au niveau desquelles sont menés divers travaux pratiques de recherche et d'expérimentation dont les résultats sont entièrement appropriés et vulgarisés d'une manière spontanée. En matière de recherche et de promotion, les Koloharena bénéficient de l'existence du centre LADIA[8] de Beforona, qu'ils gèrent à travers une coopérative par ailleurs, et qui dispose de 10Ha de terrain aménagé en ferme utilisant l'approche agroécologique intégrée, et d'une infrastructure d'accueil pouvant héberger 40 convives.

Les coopératives Koloharena gèrent les centres d'approvisionnement. Celles-ci proposent aux associations les intrants et les petits matériels agricoles, en même temps que l'organisation de la collecte et de la vente de leurs produits agricoles. Plusieurs filières sont promues, ciblant les marchés locaux (riz, haricot, gingembre, légumes etc.) et parfois l'exportation (riz rouge et riz rose, litchis). Si au moment de leur création, ces coopératives ont bénéficié d'une assistance financière pour démarrer leur affaire, près du tiers (10 sur 28) sont actuellement à même de s'autofinancer avec les services et les activités commerciales qu'elles entreprennent. Les chiffres d'affaires varient suivant l'âge et la dynamique de la coopérative, mais les récentes données montrent un montant moyen global total de USD 60.000 pour 2007.

Sur l'amélioration des conditions de vie rurale

Mais le mouvement présente aussi des impacts réels sur les conditions de vie des communautés rurales. Le suivi de l'évolution des ménages Koloharena à partir des données collectées directement sur le terrain a montré une amélioration de la production et du revenu des ménages[9]. Il est d'abord marqué par une diversification des activités agricoles, que celles-ci soient pour la subsistance ou comme activités génératrice de revenu. La diversification est l'un des messages piliers des Koloharena soutenant les alternatives aux pratiques du « tevy ala ». L'autre pilier est l'intensification agricole, encourageant les paysans à utiliser des techniques de production plus rentables et plus durables. En 2007, les produits vivriers de base (riz, plantes à tubercules, maïs) ont vu une augmentation de production de l'ordre de 13,5 à 14,5%. Sur le revenu, les ménages ont enregistré une amélioration de 8 à 34,9%, dû en partie aussi à l'accès à d'autres activités génératrices de revenu, comme l'artisanat ou le petit élevage.

L'accès des populations rurales au micro-crédit est aussi un objectif du Mouvement Koloharena. La CNKH et les ARKH ont multiplié les démarches de négociation avec les IMF, telles la BOA, TIAVO, OTIV, CEM et EAM[10] pour que celles-ci considèrent les demandent des ménages souvent situés dans des localités éloignés et enclavés où les opportunités d'améliorer le niveau d'investissement sont quasi-nulles. Des mécanismes de micro-crédit ont été mis en place pour favoriser les petits investissements familiaux, comme

[8] LADIA : Lapa Ara-Drafitra Ivoaran'ny Ambanivolo est un centre dont la mission est la formation, la promotion et la diffusion des techniques et pratiques agricoles au sein des populations rurales, pour une gestion durable des ressources naturelles. L'administration du centre a été confiée à une coopérative Koloharena avec un appui financier de l'USAID à travers les programmes LDI et ERI.

[9] Le système de la tenue et le suivi du "cahier des ménages" a été adopté par le programme ERI pour suivre l'évolution de certains indicateurs de l'amélioration des conditions de vie des ménages Koloharena. Parmi eux, l'évolution de la production agricole, du revenu, du niveau d'adoption des nouvelles pratiques agricoles etc…

[10] BOA (Bank Of Africa), TIAVO (Tahiry Ifamonjena Amin'ny Vola), OTIV (Ombona Tahiry Ifampisamborana Vola), CEM (Caisse d'Epargne de Madagascar), EAM (Entreprendre A Madagascar)

le FIEFE et le FCPA[11], en complément au système conventionnel (crédit grenier communautaire villageois, faisance-valoir etc…). Les structures Koloharana, comme les CKH, les ARKH et la CNKH se portent garant des membres demandeurs, et s'impliquent dans leur encadrement et le suivi du remboursement. Pour la campagne 2007-2008, près de 500 ménages ont bénéficié de crédit s'élevant globalement à USD 105.000.

Les Koloharena ont dépassé les anciennes pratiques par lesquelles, seuls les hommes adhérent aux associations, et donc bénéficient des formations, alors qu'il est clair que plusieurs activités journalières impliquent le concours des femmes, comme la riziculture, les cultures maraîchères etc… Actuellement, il y a une centaine d'associations féminines qui se sont créées, à travers lesquelles près d'un millier de femmes bénéficient de formation et d'encadrement, intervenant dans des initiatives orientées plus particulièrement vers les activités génératrices de revenu (produits maraîchers, transformation de fruits, artisanat…).

Les défis pour étendre les impacts

Une pérennisation institutionnelle

La pérennisation institutionnelle a toujours été une grande question pour les mouvements associatifs. Les initiatives de mise en place des organisations paysannes ont la plupart du temps été perçues comme servant les objectifs des projets, et les paysans eux-mêmes pensaient qu'ils se sont regroupés pour répondre aux besoins de ces projets et non pour leur propre cause, elles ne survivaient ainsi que le temps de ces projets d'appui. D'un côté, les projets, pressés par l'obligation de résultats se sont ingéniés à utiliser ses structures comme des moyens efficaces pour atteindre leurs objectifs exprimés en nombre de populations touchées, ou en nombre d'initiatives communautaires réalisées. Ils se souciaient donc plus à multiplier leur nombre que d'assurer leur enracinement et leur stabilité qui demanderait beaucoup plus de temps et de ressources. De l'autre, les paysans se trouvant dans une situation de pauvreté avancée, voyaient les interventions des projets comme une opportunité inespérée et profitaient des bénéfices octroyés par ceux-ci sous forme d'appui financier et matériel du moment, sans vraiment se soucier d'un avenir à plus long terme. Il se crée ainsi une relation ambivalente et critique pour le processus de développement, avec d'un côté, des projets qui sont « obligés » de composer avec ces structures qu'ils ont toujours appuyés car des réponses de celles-ci seront évaluée leur performance, et de l'autre, des paysans qui ont cultivé en leur sein un esprit d'assistanat et opportuniste, attendant tout des projets et sont devenus incapables de prendre en main leur propre développement. Le Mouvement Koloharena n'a pas échappé à ce phénomène, mais après dix années d'existence et de collaboration avec les projets d'appui, les voies à suivre sont de plus en plus claires assurer un sevrage bénéfique !

Par le renforcement de l'esprit associatif et l'unité.

D'abord, il y a lieu de renforcer les capacités organisationnelles et techniques des structures à différents niveaux, tout en renforçant leur intégration et leur interaction dans un esprit d'unité. La structuration à multiples niveaux représente une des forces du Mouvement, et présente un double avantage qu'il faut renforcer, celui d'assurer un lien permanent aux différents niveaux d'ancrage des parties prenantes, ainsi que la possibilité de se positionner par rapport aux enjeux sociaux et économiques qui prévalent à ces différents niveaux. Dans le

[11] FIEFE (Fonds d'Investissement pour les Entreprises Favorables à l'Environnement), FCPA (Fonds de Collecte des Produits Agricoles). Ces mécanismes ont été mis en place du temps du programme LDI et soutenu jusqu'à maintenant avec les partenaires IMF.

processus de son développement institutionnel, le mouvement a expérimenté la flexibilité et la complémentarité de ces différents éléments de la structuration. Tandis qu'à Fianarantsoa, les fédérations ont été développées avant de créer les coopératives, à Toamasina on a vu tout de suite l'émergence en force des coopératives. Ces deux cas de figures étaient fortement influencés par le contexte dans lequel ils ont évolué. La mise en place des fédérations au début du processus avait pour objectif de renforcer l'esprit associatif, première base institutionnelle du mouvement. Mais quelles que soient les différentes formes adoptées au niveau local et régional, il est indispensable que le Mouvement présente des structures régionales fortes organisationnellement et financièrement, mais en même temps doit garder son unité et sa cohésion nationale pour assurer que cette base associative et solidaire soit renforcée pour que sa « voix » soit toujours considérée aux différents niveaux de prise de décision (Communes, Régions, ministères, autres organisations paysannes). Les coûts engendrés par les rassemblements, comme les assemblées générales, sont parfois exorbitants, et ont été supportés par les projets comme LDI, BAMEX ou ERI. Le Mouvement Koloharena doit maintenant mettre en œuvre les mécanismes innovateurs qui prévoient des assemblées régionales et des réunions de représentation nationale, pour réduire et rentabiliser ces coûts.

Par la professionnalisation des segments de la filière agricole

Les associations Koloharena se sont focalisées sur l'amélioration de la production agricole à travers deux stratégie : l'intensification agricole et la diversification agricole. L'intensification agricole s'est faite par la promotion et la vulgarisation des nouvelles techniques agricoles plus rentables et plus durables. La diversification s'est traduite par la promotion de nouvelles cultures et de nouvelles filières porteuses. Les faits montrent que, pour le moment, l'adoption de ces nouvelles techniques agricoles reste encore faible. Ceci est traduit par le constat que le nombre d'adoptants[12] est sujet à des fluctuations, et que les résultats de l'évolution du rendement reste encore très bas, de l'ordre de 1,25 à 1,5t/Ha pour le riz qui est la culture dominante. Le nombre d'adoptants n'était jamais stable, les associations présentent une déperdition en membres au cours de l'année, probablement des opportunistes qui se sont dérobés dès que l'assistance des projets a diminué, ou que les « dons » divers ont cessé. Le coût d'exploitation des nouvelles pratiques plus durables et plus rentables est cité comme étant le paramètre contraignant, car les techniques améliorées requièrent effectivement un niveau d'investissement assez conséquent aussi bien en termes monétaires qu'en termes de temps de travail et de main d'œuvre. Puis, il y a la difficulté de se procurer des intrants, qui se traduit par la non disponibilité de ceux-ci et leur coût relativement élevé, viennent ensuite les aléas climatiques qui découragent les paysans. L'objectif principal serait donc de démontrer que les ménages ruraux Koloharena sont des professionnels dans le secteur de la production, prêts et capables de présenter des solutions aux différents obstacles techniques, financiers, et culturels. Les acquis cités plus haut et les appuis qui leur ont été prodigués à travers les FKH, les CKH, les ARKH et la CNKH devaient les préparer à contribuer de façon efficace à assurer la sécurité alimentaire. Car à bien y réfléchir, c'est essentiellement l'adoption de ces pratiques agricoles durables est une question de changement de comportement qui nécessite un effort considérable dans la vulgarisation et la communication des messages mettant en valeur les meilleures pratiques plus rentables, impliquant l'approche « paysan à paysan » pour faciliter le partage et la pénétration des nouvelles pratiques, et surtout un niveau plus conséquent et plus durable de ressources affectées dans ce volet.

---

[12] Un « **adoptant** » est défini comme étant un paysan qui pratique une ou des techniques améliorées pendant la première campagne, et poursuit cette pratique pendant au moins 2 campagnes successives sans l'intervention du projet.

Les coopératives, créées sous la gestion des fédérations ou indépendamment, assurent la viabilité économique du Mouvement, la deuxième base du Mouvement, qui marque son « poids » dans le développement des régions dans lesquelles il évolue. Il est clair que comme la culture de l'esprit de groupe et la confiance mutuelle, le renforcement du poids économique est un élément indispensable pour fortifier la crédibilité et la notoriété du Mouvement. Cette base économique devra être renforcée par la professionnalisation du segment de commercialisation des Koloharena, assuré par ces coopératives CKH et les antennes régionales ARKH. Tous les aspects pratiques doivent être maîtrisés et menées de façon systématique, rigoureuse et transparente, telle l'organisation de la collecte, le transport des produits, le conditionnement et l'emmagasinage. En principe, les Koloharena doivent présenter un avantage comparatif par rapport aux autres acteurs du fait de leur niveau d'organisation, et doivent prendre profit de leur structuration à niveau multiple. Leur notoriété sera assurée lorsque la qualité et la quantité des produits seront maintenues aux niveaux sollicités par les clients, lorsque les délais de livraison sont respectés et les contrats toujours honorés dans les règles de l'art. Bref, les CKH, ARKH et CNKH à différents niveaux doivent absolument faciliter l'accès des produits Koloharena aux marchés locaux et régionaux par le biais de la mise en place de points de vente, par exemple, et éventuellement nationaux et internationaux à travers des contrats de vente. Toutes les études menées en matières de commerce des produits agricoles montrent une situation largement avantageuse aux organisations paysannes, car les offres n'arrivent pas encore à satisfaire les demandes qui ne cessent de s'accroître, particulièrement au niveau régional. Ces structures doivent être à même de faire des chiffres d'affaires à la hauteur de leurs ambitions, et dégager des bénéfices pour subvenir à leur vie d'association et améliorer les revenus de leurs membres.

La CNKH était mise en place pour jouer le rôle de représentation nationale, assurer la cohésion du Mouvement, et participer à la pérennisation du Mouvement en s'occupant particulièrement du développement de partenariat et de l'appui aux structures intermédiaires. Ses cinq années d'existence ont montré à la CNKH qu'assurer le seul rôle de représentation ne suffisait pas pour maintenir soudé tout le Mouvement et le faire vivre ! Les structures régionales et locales sollicitaient de plus en plus d'appui et de présence pour renforcer leur développement, et exigeaient plus de produits palpables, plus particulièrement sur le plan économique, de la part de la CNKH qui peinait à y répondre. Tout naturellement, les enjeux de leadership et de solidarité ont pris une autre proportion, et il était de plus en plus ressenti que les structures locales et régionales ont gagné la confiance des membres aux dépens de l'instance nationale. Les récentes analyses institutionnelles et organisationnelles menées par le Mouvement, ont montré néanmoins la nécessité pour les ARKH et la CNKH de développer des stratégies communes et des plans d'actions communs où la répartition des tâches est claire et précise pour chaque niveau, sur les volets d'intervention, comme le développement de la commercialisation locale et régionale, le renforcement du dispositif de services agricoles, le développement du partenariat et l'élargissement de sa base de clientèle etc… Ainsi, la CNKH et les ARKH doivent maintenant avoir le courage de mettre en œuvre leurs plans d'affaire fraîchement élaborés pour prendre en main leur destinée. Il leur faudra identifier et renforcer les expertises et les « produits » qu'elles mettront à disposition en se positionnant comme des pourvoyeurs et/ou des prestataires de services à l'endroit des CKH et des AKH, ou pourquoi pas, d'autres structures paysannes dans d'autres contrées.

La pérennisation des ressources financières est donc un des plus importants défis du Mouvement. Il est probable que de telles structures auront toujours besoin d'un certain appui de la part des partenaires techniques et financiers, ou même de l'Etat. L'objectif serait

d'optimiser l'impact de ces interventions exogènes et de stabiliser ces relations, qui doivent évoluer vers une professionnalisation des organisations paysannes et doivent s'inscrire dans un esprit de partenariat plus que d'assistance. Il est obligatoire que le Mouvement Koloharena se positionne comme étant une force productrice et commerciale fiable, qui améliore ses capacités quantitative et qualitative de production agricole, qui sécurise et honore ses contrats de vente pour maintenir et élargir la gamme de ses partenaires, qui a la volonté et le courage de s'approprier les différentes chaînes des filières porteuses pour éviter que les profits ne soient accaparés par les intermédiaires, qui arrive à rentabiliser ses acquis en matière de techniques agricoles améliorées et en matière de dispositifs de vulgarisation et de communication, particulièrement les centres d'approvisionnement, les points de vente régionaux, les stations radios BLU. Ceci est un défi jouable, les acquis accumulés jusqu'ici le démontrent, encore faut-il les étendre.

Une contribution réelle au développement durable

Le Mouvement Koloharena ambitionne d'apporter une amélioration des conditions de vie des populations rurales parallèlement à la gestion durable des ressources naturelles. Et pour ce faire, plusieurs paramètres restent encore à maîtriser.

Par des actions environnementales plus visibles

La troisième base serait inscrite dans sa mission initiale qui est de promouvoir la gestion durable des ressources naturelles, garante du développement rural durable. Il est évident que le Mouvement Koloharena présente un avancement notable sur les aspects de production et le commerce des produits agricoles. Pourtant, sur la relation de ces acquis avec les aspects de gestion durable des ressources naturelles, une question vient naturellement à l'esprit : quels sont donc les impacts ressentis sur la conservation des ressources naturelles ? Le premier élément de réponse vient du fait que par l'adoption des techniques améliorées proposées, les Koloharena contribuent à la défense, la conservation, et la restauration des sols et des eaux. Nous avons mentionné plus haut que la pratique du « tevy ala » semble avoir reculé dans certaines zones si on s'en tient aux chiffres émis par l'analyse de l'évolution de la déforestation. Mais le résultat semble toujours mitigé par rapport aux efforts déployés jusqu'ici, dû à plusieurs facteurs externes complexes[13]. Sur un autre plan, la plupart des ménages Koloharena sont actuellement impliqués dans les initiatives de transfert de gestion des forêts, mais il n'y a aucun lien direct entre les initiatives des Koloharena en matière d'alternatives de production, et celles des COBA en matière de conservation. Il serait ainsi recommandé que des actions « environnementales » soient insérées de façon plus renforcée, systématique et visible dans les interventions des Koloharena à tous les niveaux (AKH, FKH, CKH, ARKH, CNKH). Dans l'autre sens, serait-il envisageable d'initier un lien plus fonctionnel, plus programmatique et plus objectif entre les COBA qui sont à la recherche d'une viabilité économique, et les AKH ? Il faut trouver un terrain de superposition des interventions des uns et des autres pour développer des initiatives communes et servir des intérêts communs autour de la valorisation des ressources naturelles. C'est probablement un sujet qui mérite d'être approfondi pour les prochaines phases d'appui à ces structures.

Par une équité affichée

Une autre question est posée sur l'équité. Il est clair que les opportunités économiques sont inégales suivant la localisation géographique des associations et coopératives Koloharena. On est en présence d'un lien contradictoire, car autant ces organisations sont situées en marge de

[13] Une analyse plus spécifique de la dynamique de la pratique du « tevy ala » est présentée dans un autre article.

la forêt, donc logiquement plus demandeurs d'alternatives économiques, autant les opportunités et les possibilités d'expansion (partenaires techniques, marchés et débouchés etc…) sont rares. Ceci entraîne un déséquilibre de la situation de ces organisations. Les nouvelles opportunités de marché aussi bien à l'intérieur, comme celui qu'offre le projet Ambatovy, qu'à l'exportation, comme les produits « riz rouge et rose[14] », et les marchés traditionnels au niveau régional sont à développer. Mais pour garder la cohésion et la solidarité du Mouvement, il faudrait qu'il plaide pour trouver les moyens de rétablir cet équilibre régional autant que possible. Ceci pourrait être le rôle de l'Etat avec la contribution des partenaires techniques et financiers, dans leur effort de désenclavement. Mais à l'interne, cette notion d'équité est aussi importante, sur la distribution des « bénéfices », sur les diverses formes d'appui que pourrait apporter le Mouvement à l'endroit des associations et de ses membres. Dans quelle mesure, par exemple, l'avancement du Mouvement aide ou privilégie vraiment les plus pauvres à sortir de la pauvreté ? Ou est-ce qu'il y a risque de devenir un système qui avantage les plus opportunistes et qui marginalise les plus pauvres ? De telles questions doivent être approfondies pour assurer que le Mouvement gagnent la confiance du plus grand nombre, et les outils y afférents, comme le système de contrôle interne, les procédures financières transparentes, doivent être développés.

Le passage à l'échelle

Malgré les résultats probants du Mouvement Koloharena, il est évident que les populations touchées ne représentent encore qu'une infime partie des zones cibles, et si on parle du monde rural à Madagascar, la proportion devient encore plus insignifiante ! La masse critique pour assurer un effet d'entraînement vers l'auto-développement de ces zones est encore loin d'être atteinte.

Par l'intégration au mouvement d'ensemble

En vue de la mise en œuvre de la Double Révolution Verte Durable, il est effectivement indispensable qu'une stratégie d'appropriation et de mobilisation sociale ayant fait sa preuve soit mise en place et promue pour assurer une cohérence dans les démarches, optimiser les impacts, et pérenniser la dynamique. Ceci évitera de soutenir les actions ponctuelles de saupoudrage qui engagent d'énormes efforts programmatiques et financiers, et n'ont finalement aucun impact réel dans le long terme. Bien que le gouvernement ait adopté la politique du désengagement par rapport aux activités productrices, le développement rural qui est la base du développement du pays en général reste la priorité et devrait justifier la mobilisation de moyens proportionnels. Pour ce faire, comment assurer que l'approche « paysan à paysan » adoptée par le Mouvement Koloharena puisse être reconnue par tous comme la meilleure façon d'attirer une prise de conscience collective dans le monde rural malgache ? Comment intégrer et valoriser les centaines de PA/PV, certifiés et ayant démontré leur savoir-faire, dans les différents dispositifs de vulgarisation agricole massive, qu'ils soient initiés par l'Etat ou par ses partenaires ? Car les sauts qualitatifs escomptés dans le domaine de la production agricole ne pourront pas seulement compter sur les facteurs financiers, techniques et matériels, mais aussi bien et surtout sur le facteur humain !

Par une meilleure visibilité et une meilleure lisibilité

Nous avons noté que la croissance en nombre des associations Koloharena, de l'ordre de 10% par an, est due en grande partie à l'effort de promotion du Mouvement. Cet acquis est certainement louable. Mais dans une perspective de développement rapide et durable,

[14] Les Koloharena ont décroché des contrats avec des clients étrangers (Lotus Food, Slow Food), preneurs de cette denrée.

l'objectif serait de décupler ce nombre pour l'étendre dans d'autres zones ! Ceci requiert une stratégie renforcée et élargie de communication pour promouvoir le Mouvement, ce qui a dans un sens manqué pendant ces dix années d'existence. Il est évident que de nombreux acquis et bonnes pratiques ont été développés par le Mouvement Koloharena, mais ceux-ci ne sont pas suffisamment partagés, diffusés ni promus. Le Mouvement Koloharena semble être un mouvement efficace, certes, mais confiné dans ses zones de prédilections reculées sans vraiment avoir un ancrage ni un développement national. Il est clair qu'un effort de publicité et de marketing, menée conjointement par les différents acteurs promoteurs – Etat, projets, Koloharena –, avec des messages simples et clairs, est nécessaire si on veut que les autres zones rurales soient éclairés et attirées par les intérêts et les retombées générés à travers un tel mouvement.

Par la synergie des acteurs

Le premier paramètre contraignant est l'immensité de la tâche par rapport aux ressources disponibles et mises en œuvre par les projets de développement rural. Les programmes LDI et ERI qui étaient des pionniers dans la démarche, par exemple, étaient limités dans des zones restreintes, quoique les plus critiques, c'est-à-dire dans et autour des zones à haute importance biologique. Mais cela entraîne aussi la réflexion sur la synergie entre projets de développement, car si le Mouvement Koloharena a démontré que l'approche peut être la base de la réussite dans le développement rural, c'est un autre défi que de convaincre les autres projets de développement à l'adopter et l'appuyer ! Il est vrai que les objectifs et les stratégies d'approche restent toujours les zones de clivage entre les agences d'exécution, les programmes, les bailleurs de fonds ! Mais la coordination des différentes interventions appartient de droit à l'Etat, qui devrait développer un cadre programmatique auquel tous ses partenaires techniques et financiers devraient s'aligner, et qui devrait aussi énoncer les principes directeurs de l'appropriation et de l'harmonisation des approches. Il est toujours possible que les autorités gouvernementales valident et s'approprient des outils et des approches spécifiques et bien rôdés, puis invitent leurs partenaires à s'y conformer pour optimiser les impacts.

Les leçons tirées

Ce papier a essayé de tracer le processus de développement du Mouvement Koloharena, se présentant comme base de la mobilisation sociale et d'autopromotion, car dans son parcours, il entraîne la prise de conscience des populations non seulement sur les enjeux de la gestion des ressources naturelles, mais aussi ceux de la gouvernance locale à cause de son positionnement en tant que force du changement, et du développement durable à travers le passage d'une économie de subsistance vers une économie de marché. Voici quelques leçons tirées de cette expérience qui ne fait que commencer.

La structuration du monde rural n'est pas un simple moyen d'atteindre des objectifs de projets, c'est vraiment une forme de réponse à la prise de conscience des populations rurales par rapport à leur situation de gestionnaires des ressources et d'acteurs principaux du développement. Ce principe enlèvera les perceptions erronées d'assistants et assistés entre les parties prenantes. La participation des organisations paysannes à diverses initiatives locales de mobilisation, telle la gouvernance communale à travers l'approche Kaominina Mendrika, la planification régionale à travers les plateformes de concertation, ne fera que renforcer leur position et multiplier les occasions pour faire valoir leur « voix. » Il est donc temps de les considérer comme des partenaires à part entière dans les initiatives de développement rural, pour qu'elles puissent assumer leur responsabilité.

La pérennisation institutionnelle d'un mouvement paysan dépend nécessairement de la mise à sa disposition d'outils et d'instruments techniques et de gestion pour renforcer sa capacité d'organisation. Mais elle passe aussi et surtout par la faculté de ces organisations de s'adapter aux contextes qui prévalent, et de s'approprier des opportunités qui se présentent dans leurs domaines d'interventions. Cette aptitude est à acquérir et nécessite une volonté réelle de proagir de la part des organisations rurales, mais aussi d'un meilleur ciblage des interventions de la part des partenaires d'appui, visant plus particulièrement la création d'un esprit de partenariat et d'entreprenariat, ainsi que le renforcement des principes fondamentaux de la création de ces organisations, qui est l'appropriation et l'autopromotion. Il est vrai que certaines interventions seront toujours indispensables et ne pourront être assurées par les organisations paysannes, telles les infrastructures sociales et agricoles, qui reviennent en principe à l'Etat à travers ses partenaires techniques et financiers, ou la facilitation à l'accès aux intrants de qualité impliquant particulièrement le secteur privé. Mais les projets d'appui au développement rural doivent considérer les organisations paysannes comme des partenaires à part entière, à qui ils ne doivent pas se substituer mais envers lesquels ils doivent se comporter comme des acteurs responsables du développement sur un même pied d'égalité. Les contrats programmes récemment proposés par les projets d'appui aux CKH et FKH a apparemment bousculé les pratiques de collaboration entre ceux-ci, ces pratiques ayant toujours été marquées par l'octroi de subventions ; mais finalement, cette nouvelle forme de collaboration poussait les Koloharena à développer une capacité à gérer ces contrats, c'est-à-dire à avancer vers une professionnalisation, et aux projets de se repositionner en tant que « clients » en même temps que de réorienter leurs interventions vers l'appui aux organisations paysannes par rapport au renforcement de cette capacité de gestion.

Les populations rurales en général, et malgaches en particulier, ont été habituées à mettre en avant les problématiques auxquelles il faudrait trouver des solutions, ce qui relève d'une démarche logique dans une perspective de prise de conscience de ces populations face à leur situation. Mais il est plus avantageux dans le processus d'analyse de les entraîner à identifier et à valoriser leurs atouts et les opportunités qui sont à leur portée, à partir desquels elles pourront démarrer de nouvelles initiatives qui impliqueront d'abord leurs propres ressources, leur propre capital, et qu'elles approprieront facilement. C'est une attitude qui leur fera dépasser l'attentisme et l'esprit d'assistanat. Mais cette démarche devra aussi être couplée avec l'identification et l'appui aux leaders de groupe. Le leadership est toujours très faible au niveau des populations rurales, et encore rares sont ceux qui convainquent la masse et qui les entraînent à prendre les risques, à faire ainsi le saut qualitatif.

La grande faille reconnue des organisations rurales réside dans leur faible capacité de gestion dans les normes minimales généralement requises pour bâtir une fiabilité, voire une notoriété. Les outils et instruments garantissant la transparence de gestion doivent ainsi être développés à leur mesure, mais aussi combinés aux pratiques de conventions sociales, souvent traditionnelles, auxquelles les populations rurales malgaches sont habituées et qu'elles respectent de façon plus naturelle, comme les « dina. » Ceci rejoint l'idée de valorisation des connaissances et des pratiques locales qui, dans certains domaines, ont fait leur preuve d'efficacité en matière de mobilisation sociale.

En matière de développement rural, il est certain que le fait d'avoir plusieurs approches issues des différentes expériences et de différents acteurs ne fera qu'augmenter la richesse et la diversité des résultats suivant les contextes, mais il est aussi indiqué de capitaliser tous ces acquis pour mieux focaliser les efforts sur certains principes et fondements d'un vrai

développement mue par une volonté d'autopromotion. Cette mise en commun de la vision et mise en cohérence des approches appartient à l'Etat, qui reste le promoteur du développement, auxquelles tous les acteurs devraient s'aligner. Ceci doit être supporté et renforcé par la mise en œuvre d'une stratégie consolidée à grande échelle de communication des bonnes pratiques, de partage d'expériences, et de diffusion de messages ciblés, simples et clairs. Ce sont les bases du changement de comportement.

Références